



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
26 décembre 2012
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement
Groupe de travail du cadre stratégique et du budget-programme
Soixante-quatrième session
Genève, 6-8 mars 2013
Point 3 de l'ordre du jour provisoire
**Examen de la mise en œuvre de la stratégie de communication
et de la politique de publication de la CNUCED**

**Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie
de communication et de la politique
de publication de la CNUCED**

Rapport du secrétariat de la CNUCED

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction.....	2
I. Communication et diffusion.....	2
A. Site Web de la CNUCED	2
B. Produits d'information visés.....	3
C. Principaux publics visés	5
II. Publications.....	12
A. Évolution du programme de publications.....	12
B. Planification et gestion des publications.....	12
C. Pertinence, cohérence, caractère novateur et qualité des publications.....	13
D. Diffusion optimale des publications	18

* Retirage pour raisons techniques.

Introduction

1. En septembre 2009, le Conseil du commerce et du développement a adopté la stratégie de communication (TD/B/56/9/Rev.1) et la politique de publication (TD/B/56/10/Rev.1) de la CNUCED. La première a pour objectif de contribuer au mandat de la CNUCED, de renforcer la visibilité de ses activités, d'assurer une diffusion efficace et d'intégrer de bonnes pratiques de communication. La seconde vise à proposer un cadre pour la planification et la gestion des publications afin de répondre aux besoins des pays en développement et aux demandes des organes intergouvernementaux, assurer leur pertinence, leur cohérence, leur caractère novateur et leur qualité et garantir leur diffusion optimale aux principaux publics visés ainsi qu'une information en retour de la part de ceux-ci. Le secrétariat est tenu de présenter au Conseil un rapport annuel sur la mise en œuvre de la stratégie de communication et de la politique de publication par le biais du Groupe de travail du cadre stratégique et du budget-programme. Le présent rapport passe en revue les principales initiatives prises dans ce but.

2. Comme l'illustre la stratégie de communication de 2009, l'ensemble du personnel exerce des responsabilités en matière de communication. Les activités de communication, d'information et de relations publiques sont exécutées par l'ensemble des divisions et des groupes. La Section de la communication, de l'information et des relations publiques est le principal coordonnateur et fer de lance des relations publiques, notamment avec la presse et les médias, la société civile, les organisations internationales et le grand public. Le Service d'appui intergouvernemental est le premier interlocuteur des États membres. Les divisions renforcent les activités de communication en ciblant leurs destinataires dans leurs domaines de compétence respectifs, c'est-à-dire les décideurs, le secteur privé et les milieux universitaires. Le Service de la coopération technique coordonne la communication avec les donateurs, les partenaires institutionnels et le Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives. Le Conseil éditorial de la communication et le Comité des publications sont au cœur de la coordination et de la planification internes. La stratégie de communication et la politique de publication ont guidé le renforcement des activités de communication et de diffusion, sous la responsabilité du Secrétaire général adjoint. Le présent rapport passe en revue les activités menées entre mai et décembre 2012.

I. Communication et diffusion

A. Site Web de la CNUCED

3. Pendant la période considérée, le Portail des représentants, espace électronique complémentaire du site Web de la CNUCED, a été mis au point. Les représentants y trouveront des renseignements auxquels le public n'a pas directement accès, ainsi que d'autres outils et informations pour les aider dans leur travail auprès de la CNUCED. L'accès comprend les publications sous embargo, les textes négociés, les documents à diffusion restreinte, un répertoire de coordonnées et un calendrier des réunions de la CNUCED à affichage personnalisable (possibilité d'afficher seulement les réunions qui ont lieu à Genève ou celles auxquelles le représentant est inscrit). Le Portail a été lancé le 21 décembre 2012. Des améliorations seront encore apportées à celui-ci au cours de l'année 2013 pour offrir aux États membres un outil de communication interactif, qui permettra aux représentants de s'inscrire en ligne aux réunions intergouvernementales et de personnaliser les alertes et les notifications qu'ils reçoivent au sujet des activités de la CNUCED. Il est prévu d'organiser des séances d'information à l'intention des représentants sur les

caractéristiques du Portail et les outils mis à leur disposition sur le site Web de la CNUCED.

4. Un premier aperçu des données sur les visites du site Web pour 2012 (du 1^{er} janvier au 15 novembre 2012, et extrapolation pour décembre 2012) est présenté dans le tableau ci-après. Les données prises en considération proviennent de l'ancien site (GCM) et du nouveau (SharePoint – SP2010), lancé en mars 2012. Une analyse plus détaillée des visites du nouveau site sera communiquée dans le rapport portant sur la période de l'année 2013.

Données sur les visites du site Web (2012)

Mois (2012)	Visites sur l'ancien site (GCM)	Visites sur le nouveau site (SP2010)	Unctad.org (ensemble des visites)	Observations
Janvier	138 772	0	138 772	
Février	156 319	0	156 319	
Mars	98 632	83 720	182 352	
Avril	30 251	100 584	130 835	
Mai	41 840	88 121	129 961	
Juin	35 893	67 648	103 541	
Juillet	23 769	73 236	97 005	
Août	19 292	66 474	85 766	
Septembre	21 415	88 300	109 715	
Octobre	25 765	106 990	132 755	
Novembre	23 256	118 112	141 368	
Décembre	15 638	120 520	136 158	Données disponibles du 1 ^{er} au 15 décembre (projection = 2 premières semaines x 2)
Année 2012	630 842	913 705	1 544 547	

B. Produits d'information visés

5. Outre les publications en série et les publications isolées, la CNUCED continue de publier un certain nombre de produits de communication et de relations publiques spécialement conçus pour répondre aux besoins des publics visés. Les nouvelles et anciennes éditions des produits d'information ci-après sont disponibles sur le site Web de la CNUCED:

a) Alertes électroniques: Ces documents électroniques, qui peuvent être consultés d'un simple coup d'œil, visent à informer rapidement les principales parties intéressées des publications, activités, conclusions, recommandations et autres nouvelles de la CNUCED. Ils sont destinés aux journalistes, au secteur privé, aux milieux universitaires, aux organisations de la société civile et aux parlementaires;

b) Notes de synthèse: Ces documents directifs sont conçus pour informer les gouvernements, les organisations de la société civile, les organes de réflexion et les universités des travaux de recherche réalisés, des analyses effectuées et des orientations proposées par la CNUCED. Pendant la période considérée, les notes de synthèse de la CNUCED ci-après ont été publiées: *La reprise économique et l'emploi passent par une augmentation de la part du travail dans le revenu* (n° 26); *Don't Blame the Physical*

Markets: Financialization is the root cause of oil and commodity price volatility (n° 25) et *Breaking the Cycle of Exclusion and Crisis* (n° 5);

c) Questions en bref: Elles décrivent de manière succincte les activités de coopération de la CNUCED, en donnant des exemples de retombées directes et positives sur la vie des populations;

d) Bulletins d'information: Ils donnent des informations à jour sur les activités qui intéressent les publics visés. Ils sont diffusés sous forme électronique et, si nécessaire, sur papier;

e) Global Investment Trends Monitor: Il évalue périodiquement les tendances de l'investissement étranger direct (IED);

f) Investment Policy Monitor: Il donne des renseignements par pays d'origine et pays hôte sur les mesures prises aux niveaux national et international;

g) Guides, brochures et dépliants: Guides d'instructions ou de conseils et dépliants sur des projets ou programmes de la CNUCED;

h) Communiqués de presse et notes d'information: Destinés aux médias, ces documents sont aussi envoyés aux États membres et à la société civile, et sont publiés sur Internet. Depuis juin 2012, 30 communiqués de presse et cinq notes d'information ont été envoyés sous forme électronique à plus de 1 800 journalistes dans le monde;

i) Alertes médias (38 à ce jour): Ces textes concis sur les publications phares, les activités et les réunions contiennent des liens vers les dossiers de presse et documents de fond pertinents;

j) Actualités du Web: Elles donnent des informations à jour, succinctes et en temps réel sur les activités, les publications, les réunions et les missions de la CNUCED. Une part plus grande est faite aux images. En moyenne, deux actualités ont été publiées chaque jour;

k) Portails Internet et sites Web spécialisés:

i) Le Portail des projets de coopération technique de la CNUCED donne régulièrement des informations à jour;

ii) Le site consacré à la formation TrainForTrade permet aux participants d'accéder à des documents de formation, des espaces de dialogue, des forums, des tests, des évaluations et des questionnaires d'opinion, notamment à une bibliothèque de ressources didactiques multimédias et d'exposés filmés;

iii) Le site Web de l'Institut virtuel offre aux universités un accès aisé à des ressources pédagogiques se rapportant au commerce et au développement, dont une bibliothèque numérique contenant des rapports analytiques de la CNUCED et d'organisations internationales partenaires, des produits didactiques élaborés spécifiquement par l'Institut virtuel pour un public universitaire, des ressources didactiques multimédias, parmi lesquelles des présentations de publications phares de la CNUCED, des minisites Web contenant des ressources de réunions de l'Institut virtuel et des renseignements sur les adhésions. Il existe aussi désormais un mini site Web consacré à l'ouvrage édité par la CNUCED et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'analyse des politiques commerciales, et un module d'enseignement à distance pour le cours en ligne de l'Institut sur le commerce et la pauvreté s'adressant à des universitaires de pays en développement et de pays en transition;

1) Médias sociaux: En 2012, la CNUCED a renforcé sa présence et son impact dans les médias sociaux, notamment sur Twitter, Flickr et YouTube:

i) Sur Twitter, la CNUCED diffuse des informations au sujet de son actualité, de ses publications, de ses réunions et de ses vidéos. Ces informations sont habituellement relayées par d'autres utilisateurs de Twitter, notamment les organes des Nations Unies, la société civile et les milieux universitaires, et appellent l'attention sur les travaux de la CNUCED. Le nombre des acteurs qui suivent le compte de la CNUCED sur Twitter est passé de 300 au début de 2011 à plus de 8 000 en décembre 2012. Un certain nombre d'organisations internationales, notamment le Centre du commerce international (CCI) et l'OMC, reprennent quotidiennement les nouvelles de la CNUCED;

ii) Flickr est désormais la principale source d'images pour toutes les réunions importantes. Les images sont publiées en temps réel sur le site Web de la CNUCED;

iii) YouTube héberge toutes les vidéos de la CNUCED. Il est ainsi plus facile de les visionner et de les partager, et cela permet de normaliser les vidéos en ligne de la CNUCED. La CNUCED continue de produire, selon que de besoin et quand ses ressources le lui permettent, des vidéos de courte durée pour promouvoir ses réunions. Elle diffuse aussi des entretiens avec des personnalités.

6. Outre la diffusion d'avis officiels sur les réunions, les publications et d'autres activités de la CNUCED, le secrétariat a organisé un cours d'initiation pour les représentants et plusieurs séances d'information sur les réunions intergouvernementales de la CNUCED.

C. Principaux publics visés

1. Décideurs

7. Les décideurs sont définis dans la stratégie de communication comme étant le principal groupe cible de la CNUCED. En font partie les responsables publics de haut niveau, notamment les représentants et les parlementaires.

8. Les publications de la CNUCED visent principalement les décideurs. Une diffusion efficace joue un rôle essentiel dans les activités de communication et d'information du secrétariat. La stratégie de communication préconise aussi de cibler directement les décideurs en organisant des réunions avec les fonctionnaires de la CNUCED, en dialoguant lors des réunions de haut niveau, en faisant participer les parlementaires et en organisant des séances d'information et des activités conjointes avec l'Union interparlementaire.

9. Les réunions de haut niveau entre le Secrétaire général de la CNUCED, le Secrétaire général adjoint et de hauts responsables sont un moyen efficace de promouvoir les travaux directifs et l'assistance technique de la CNUCED.

10. L'accent a été mis sur la présentation des publications phares et les conclusions d'autres travaux de recherche auprès des délégations. Par exemple, le *Rapport sur le commerce et le développement, 2012* a été présenté aux délégations à Genève à l'occasion de la session du Conseil du commerce et du développement tenue en septembre 2012, et à New York lors d'une séance d'information organisée au Siège de l'Organisation des Nations Unies en octobre 2012. Parmi les autres activités d'information, une réunion spéciale a été organisée à l'intention des délégations de la Deuxième Commission sur les questions liées aux prêts et aux emprunts responsables.

11. La participation de la CNUCED aux réunions du Groupe des 20 (G-20) est restée un moyen important de toucher les décideurs, les notes de synthèse de la CNUCED et les aperçus généraux du Conseil du commerce et du développement s'avérant des supports particulièrement utiles pour toucher des publics spécialisés. Les contributions techniques ont mis l'accent sur des questions relatives aux politiques macroéconomiques et aux politiques de développement.

12. Dans le cadre de ses activités sur les pays les moins avancés (PMA), la CNUCED a mené quatre activités majeures pendant la période considérée:

a) En juin 2012, la CNUCED a publié le *Rapport sur le développement économique en Afrique, 2012: Transformation structurelle et développement durable en Afrique*;

b) En juillet 2012, la CNUCED a organisé une réunion directive du Conseil du commerce et du développement à laquelle un rapport sur les activités d'appui menées pour l'Afrique a été présenté. Elle a organisé une réunion-débat sur le thème «Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD): Résultats et difficultés, et le rôle de la CNUCED»;

c) En septembre 2012, la CNUCED a présenté le *Rapport sur le développement économique en Afrique, 2012* au Conseil du commerce et du développement. Le rapport a été examiné, puis des conclusions concertées ont été adoptées. À la même réunion du Conseil, un débat de haut niveau a été organisé conjointement par deux divisions sur le thème «Une croissance créatrice d'emplois pour réduire la pauvreté: Quels enseignements l'Afrique peut-elle tirer de l'expérience d'autres régions?»;

d) En octobre 2012, la CNUCED a dispensé un cours de deux journées et demie sur le thème «Coopération Sud-Sud et renforcement des capacités commerciales pour les pays africains» à Beijing. Une quinzaine de stagiaires de plusieurs pays africains ont assisté à ce cours dans le cadre d'une visite d'étude de trois semaines.

13. À la demande d'un certain nombre de pays en développement sans littoral, la CNUCED a lancé au titre du Compte pour le développement un projet intitulé «Renforcer les capacités des pays en développement sans littoral d'attirer des IED pour le développement et la modernisation des capacités productives». Administré conjointement par la Division de l'investissement et des entreprises et la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux, ce projet bénéficie à 10 pays en développement sans littoral d'Afrique et d'Asie. Dans son contexte, 35 représentants du secteur public et du secteur privé ont rencontré l'équipe de la CNUCED à Thimbu, capitale du Bhoutan, le 5 octobre 2012 pour débattre des moyens de faire en sorte que les investisseurs internationaux soient mieux informés des perspectives et des conditions d'investissement au Bhoutan.

14. Le Guide d'investissement de la CNUCED sur le Bhoutan, présenté à la réunion sous forme préliminaire, est le premier document de cette nature élaboré pour le pays. Il indique de nouveaux débouchés d'investissement dans les infrastructures, le tourisme, les technologies de l'information et de la communication (TIC), l'agriculture et l'éducation. En outre, il propose une évaluation des conditions d'activité dans le pays, explique les procédures d'investissement et décrit les expériences d'investisseurs.

15. Dans le cadre de ses activités sur les petits pays insulaires en développement, la CNUCED a pris part à un atelier national à Vientiane (République démocratique populaire lao) sur la conception de la stratégie devant permettre au pays de remplir les critères nécessaires à son retrait de la liste des pays les moins avancés (16 et 17 mai 2012). Environ 130 personnes ont participé à cette réunion nationale consacrée à la sensibilisation et à la planification stratégique.

16. Dans le cadre du Cadre intégré renforcé, la CNUCED a organisé un atelier pour les Comores, le 15 octobre, sur les stratégies de développement du commerce, auquel ont participé des décideurs et des acteurs locaux.

17. Les cours de formation assurés par le personnel de la CNUCED sur les grands problèmes économiques internationaux, conformément au paragraphe 166 du Plan d'action adopté à la dixième session de la Conférence, ainsi que de nombreux séminaires, souvent organisés conjointement par la CNUCED et les institutions nationales, sont restés un moyen important pour la CNUCED de diffuser les résultats de ses travaux de recherche et de ses analyses ainsi que ses recommandations. Par exemple, en 2012, trois cours de formation régionaux, réunissant au total 60 participants, ont été organisés à Belgrade (Serbie) pour les pays en transition, à Rabat (Maroc) pour la région de l'Afrique et à Muscat (Oman) pour l'Asie occidentale. En outre, six cours succincts sur des questions économiques internationales d'actualité ont été organisés en 2012:

- a) Les accords internationaux d'investissement et le développement;
- b) Les TIC au service du développement;
- c) L'effet des crises internationales sur l'économie des PMA;
- d) L'économie mondiale et les défis d'après la crise;
- e) Facilitation du commerce et mondialisation: enjeux et perspectives;
- f) Chaînes mondiales d'approvisionnement: perspectives et enjeux pour les pays en développement.

18. L'*Étude sur les transports maritimes 2012* contient des analyses critiques et de nombreuses données inédites, notamment des séries de données à long terme, sur le transport maritime, la capacité des navires, les services de transport et les activités portuaires. Publication unique en son genre, gratuite et en accès libre, l'*Étude* s'adresse aux chercheurs, aux étudiants et aux enseignants dans le domaine des transports. C'est un outil de référence fiable qui est largement utilisé par les professionnels du secteur des transports.

2. Communication avec les États membres

19. La communication avec les États membres concernant les activités liées aux ressources humaines a progressé. Comme cela avait été demandé, un ensemble d'indicateurs relatifs aux ressources humaines a été diffusé auprès des États membres lors de la soixante-troisième session du Groupe de travail, notamment une liste de l'ensemble du personnel permanent par nationalité, sexe et classe, ainsi que des données complémentaires sur les candidatures reçues par sexe et nationalité, afin de donner aux États membres une idée précise de la situation générale. Dans le souci d'améliorer la communication sur les postes vacants, un courrier électronique informant l'ensemble des missions permanentes à Genève des vacances de postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur sera envoyé chaque mois de façon à attirer davantage de candidats qualifiés. En outre, des travaux sont en cours pour revoir la conception de la page Web de la CNUCED consacrée aux carrières afin de rendre celle-ci plus fonctionnelle et conviviale. La nouvelle page «carrières» devrait être en ligne au premier trimestre 2013. Un effort a été engagé pour améliorer les résultats obtenus dans le domaine des ressources humaines au regard des indicateurs pertinents, notamment en matière de parité et d'équilibre géographique. Des évaluations doivent être menées chaque année, la prochaine devant avoir lieu en mars.

3. Médias

20. Pendant la période considérée, la présence de la CNUCED dans les médias a été significative. Cela est dû à la fois au fait qu'il a déjà été rendu compte des travaux de fond de la CNUCED et à la couverture de la treizième session de la Conférence dans les médias. Quelque 3 500 coupures de presse ayant trait à la CNUCED ont été recueillies entre le 1^{er} juin et le 15 décembre 2012. Environ 1 300 de ces coupures traitaient de la treizième session de la Conférence; elles ne représentent qu'une partie des articles réellement publiés. Les moteurs de recherche dont la CNUCED dispose ne comptabilisent qu'un pourcentage restreint des mentions réellement faites de la CNUCED dans les médias; d'après les estimations, cette proportion ne serait que de 20 %. Cela vaut en particulier pour les documents produits dans les langues moins courantes. Pendant la période considérée, la CNUCED a aussi été évoquée lors d'émissions internationales de radio et de télévision. En l'absence d'un outil de suivi, la CNUCED est tributaire des informations envoyées en retour par ces partenaires des médias, par son personnel ainsi que par les bureaux du Service de l'information des Nations Unies dans les pays pour recueillir ce type de données.

21. Les travaux de la CNUCED sont régulièrement présentés dans les médias qui touchent le grand public, notamment sur les premières pages de journaux prestigieux et sur les pages d'accueil de certains fournisseurs d'accès à Internet. Des publications spécialisées rendent régulièrement compte de manière approfondie des travaux d'orientation et d'analyse de la CNUCED.

22. La CNUCED a mis l'accent sur la poursuite de ses relations avec plus de 200 représentants de médias internationaux accrédités auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Elle envoie deux fois par semaine des mises à jour et des prévisions sur ses activités, réunions et séances de lancement pour les conférences de presse organisées par le Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies. Les journalistes continuent de complimenter la CNUCED sur ses services et sur la rapidité avec laquelle les informations sont communiquées. Ils apprécient non seulement l'organisation de conférences de presse par la CNUCED, mais aussi la possibilité de procéder à des échanges informels avec le Secrétaire général de la CNUCED à l'occasion de grandes réunions. La CNUCED n'étant pas une organisation de terrain, elle entretient aussi activement des liens avec les journalistes des principaux centres de communication que sont notamment Londres, Paris, Bangkok, Dakar, Johannesburg et Addis-Abeba. Elle continue de développer ses relations avec des organismes des Nations Unies présents sur le terrain, notamment par le biais du réseau de communication pour le développement des Nations Unies. La CNUCED coopère étroitement avec le Département de l'information aux activités de communication auprès des médias prévues dans le cadre du système des Nations Unies afin d'attirer le maximum d'attention des médias à Genève et sur le terrain.

23. Du 1^{er} juin au 15 décembre 2012, la CNUCED a publié 30 communiqués de presse et 5 notes d'information. Ils ont été envoyés sous forme électronique à des journalistes du monde entier dont le nom est répertorié dans une base de données constamment mise à jour. La CNUCED envoie aussi des communiqués de presse sous forme électronique aux États membres et à la société civile, et les publie sur un site Web en temps réel.

24. Dans le cadre des relations qu'elle entretient avec la presse, la CNUCED publie un nombre croissant d'alertes pour les médias. Ces documents électroniques consultables en un coup d'œil sont conçus pour donner rapidement des informations aux journalistes ainsi que des liens vers les dossiers de presse et les documents de fond pertinents. Pendant la période considérée, neuf alertes ont été envoyées. Ce produit a été mis au point à la demande des médias afin de tenir compte de l'évolution du mode de fonctionnement des médias d'actualité. On privilégie davantage les informations qui font l'actualité ainsi que les faits et les chiffres les plus récents.

25. On s'est encore efforcé de réduire les frais de distribution lorsque cela était possible. La CNUCED a revu le nombre d'exemplaires papier demandés, en particulier pour le lancement des publications phares. Tous les rapports peuvent être téléchargés gratuitement à partir du site Web de la CNUCED. En raison de l'utilisation accrue des exemplaires électroniques, le nombre d'exemplaires papier des rapports et des aperçus généraux imprimés à l'occasion des campagnes de presse a été réduit de 26 % en 2012. Les médias bénéficient d'un accès anticipé protégé par un mot de passe – sous embargo – afin de pouvoir rendre compte rapidement.

26. La CNUCED a collaboré avec d'autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies au lancement de ses publications et au développement de ses relations avec les médias. La CNUCED a aidé le Département des affaires économiques et sociales à lancer à Genève le rapport de 2012 intitulé «Situation et perspectives de l'économie mondiale». Elle a aussi coordonné le lancement à Genève du rapport annuel de 2012 de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

4. Société civile

27. La stratégie de communication met l'accent sur la nécessité d'associer davantage la société civile aux activités de la CNUCED par une participation accrue aux réunions et aux séminaires et l'échange d'informations sous forme électronique. Elle accorde une importance particulière à la mobilisation de la société civile du Sud et préconise la création de partenariats pour favoriser le dialogue autour des messages clefs de la CNUCED.

28. Pendant la période considérée, les relations de la CNUCED avec les organisations de la société civile ont été centrées sur la participation de la société civile aux débats de la session annuelle du Conseil du commerce et du développement, un échange informel avec le Secrétaire général de la CNUCED, des consultations avec les divisions et une réunion de réflexion sur la prochaine édition du Colloque public de la CNUCED.

29. La CNUCED a communiqué plus particulièrement avec la société civile selon les modalités suivantes:

a) Des alertes électroniques à l'intention des organisations de la société civile: Ce sont des textes courts destinés à attirer l'attention sur les informations, conclusions et publications les plus récentes de la CNUCED et à signaler les activités intéressant la société civile;

b) Des courriels spéciaux: Ce sont des communications personnalisées envoyées à certaines organisations de la société civile selon les besoins. Dans le souci d'améliorer le dialogue avec la société civile et de mieux gérer le nombre accru de contacts, un nouveau système d'abonnement en ligne est actuellement à l'étude. Un système en ligne permettrait aux utilisateurs de s'abonner et se désabonner plus facilement, de communiquer leurs coordonnées et de maintenir celles-ci à jour;

c) Portail de la société civile: Une section du site Web de la CNUCED est consacrée aux ressources dont a besoin la société civile; elle est enrichie et mise à jour régulièrement;

d) Facilitation des contributions au processus intergouvernemental: La société civile a participé activement aux réunions de la session de 2012 du Conseil du commerce et du développement, confirmant le rôle positif de la société civile déjà constaté à la treizième session de la Conférence. Des déclarations et des observations ont été faites au nom d'un certain nombre d'organisations de la société civile dont plusieurs experts ont participé aux débats en qualité d'intervenant;

e) Échanges et consultations: En septembre 2012, un échange informel a été organisé à Genève avec le Secrétaire général de la CNUCED et certains représentants d'organisations et réseaux de premier plan de la société civile dans le domaine du commerce et du développement. Les participants ont réaffirmé leur soutien permanent à l'organisation et leur intention de rester associés étroitement à l'exécution de ses mandats. Des consultations avec la société civile ont également été organisées à l'occasion du dialogue informel pour réfléchir au thème de la prochaine édition du Colloque public de la CNUCED.

30. La CNUCED continue de s'efforcer de consolider ses relations avec les organisations de la société civile en mobilisant les ressources disponibles. Certaines recommandations formulées dans la stratégie de communication ne peuvent être mises en œuvre que si des ressources sont disponibles. En particulier, des ressources sont nécessaires pour développer les relations avec la société civile du Sud et permettre la communication dans un plus grand nombre de langues.

5. Secteur privé

31. Pendant la période considérée, les travaux de la CNUCED sur la crise financière et économique mondiale, les systèmes de change, la gouvernance économique mondiale, la réforme financière et la financiarisation des marchés de produits de base ont continué de susciter un intérêt croissant de la part du secteur privé. À titre d'exemple, la CNUCED a participé à une réunion à l'ONU à New York en septembre 2012 avec de grandes banques s'occupant d'investissement dans le secteur des produits de base.

32. Dans le cadre de ses travaux sur l'investissement responsable, la CNUCED, en coopération avec le Pacte mondial, l'Initiative relative aux Principes de l'ONU pour un investissement responsable et l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement, a organisé la troisième Conférence des bourses pour un investissement durable lors de la Conférence Rio+20 en juin 2012. L'Initiative des bourses pour un investissement durable a pour objet d'étudier la façon dont les bourses peuvent œuvrer de concert avec les investisseurs, les autorités réglementaires et les entreprises pour améliorer la transparence – et au bout du compte, la performance – sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise, et dont elles peuvent promouvoir des stratégies d'investissement responsable à long terme. L'Initiative a été désignée par *Forbes* parmi les meilleures idées au niveau mondial pour l'investissement durable et a été finaliste du prix Katerva 2011. Pendant la Conférence, cinq bourses ont souscrit à l'Initiative, dont la National Association of Securities Dealers Automated Quotations (NASDAQ), qui intègre également huit autres bourses, et se sont ainsi engagées à intégrer des normes d'investissement durable qui auront un caractère obligatoire pour les entreprises cotées sur leur marché. Quelque temps plus tard en 2012, la Bourse de Bombay et le MCX-SX (Inde) ont rejoint l'Initiative, portant le nombre d'entreprises représentées par des membres de l'Initiative à près de 10 000.

33. La CNUCED, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, participe activement à l'organisation de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat depuis 2009. En 2011, la Suisse est devenue pays hôte officiel de la manifestation. Dans le cadre de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat 2012, la CNUCED a organisé une manifestation spéciale sur l'entrepreneuriat féminin ayant pour thème «L'autonomisation par l'entrepreneuriat», à laquelle elle a diffusé des données sur le développement des entreprises.

34. Un autre programme à l'intention du secteur privé qui donne de bons résultats est le Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication. À sa vingt-neuvième session (31 octobre-2 novembre 2012), il a réuni plus de 270 participants venus de quelque 80 États membres, qui ont débattu du rôle du

cadre réglementaire et institutionnel pour l'application et l'exécution cohérentes des normes et codes internationaux de comptabilité et de publication pour les entreprises.

6. Universités et établissements de recherche

35. Les économistes de la CNUCED ont donné quelque 30 conférences et exposés sur les causes et les répercussions de la crise économique et financière mondiale et les mesures prises pour y faire face, sur la crise de l'euro et sur l'instabilité des prix et la financiarisation des produits de base.

36. La CNUCED a continué de renforcer ses liens avec les universités en 2012. C'est ainsi qu'elle a conclu avec l'Université de Genève un nouveau mémorandum d'accord le 28 septembre 2012 en vue de créer un centre de recherche virtuel commun qui mènera des travaux et organisera des manifestations au sujet de la responsabilité sociale des entreprises. À travers ce centre, la CNUCED compte approfondir ses travaux dans ce domaine grâce à une collaboration renforcée avec les universités.

37. Les études de la CNUCED sont judicieusement envoyées à certains contacts dans les milieux universitaires et scientifiques, essentiellement par voie électronique. Des exemplaires des principales publications sont expédiés par la poste à des centaines de bibliothèques universitaires de pays en développement. L'Institut virtuel de la CNUCED soutient l'enseignement et la recherche sur les problèmes de commerce et de développement dans les universités et les établissements de recherche des pays en développement et des pays en transition. La croissance rapide de ce réseau en démontre la pertinence: l'Institut, qui regroupait 5 membres fondateurs en 2004, compte désormais parmi ses membres 69 universités et 9 organes de réflexion et enregistre plus de 3 100 utilisateurs individuels en novembre 2012.

38. Les vidéoconférences de l'Institut virtuel favorisent la diffusion de résultats des travaux de recherche exposés dans les publications phares de la CNUCED. En mai 2012, l'Institut a organisé des présentations du *Rapport sur l'investissement dans le monde* pour des universités en Colombie, en Fédération de Russie, en Jordanie et au Maroc, du *Rapport sur la technologie et l'innovation* pour une université en Fédération de Russie, et du *Rapport sur le commerce et le développement* pour des universités au Brésil et en Fédération de Russie. Les conclusions exposées dans les publications phares de la CNUCED et dans d'autres travaux de recherche de la CNUCED sont présentées à des étudiants des universités membres de l'Institut virtuel au cours de voyages d'études et de visites dans les organisations internationales à Genève. Il s'agit notamment d'étudiants des pays suivants: Allemagne, Barbade, Chine, Colombie, Fédération de Russie, Grenade, Guyana, Jamaïque, Panama, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago.

39. Une bibliothèque en ligne complète permettant la recherche textuelle, contenant les travaux de recherche publiés par la CNUCED et pourvue d'un système d'alerte par courriel, a été ajoutée au site de l'Institut virtuel. Ce site contient aussi une bibliothèque de ressources didactiques multimédias articulée autour d'exposés filmés des travaux de recherche de la CNUCED.

7. Grand public

40. Pendant la période considérée, la CNUCED a continué d'organiser des séances d'information à l'intention de groupes d'étudiants et de cadres d'entreprise visitant la CNUCED, soit environ 966 participants originaires d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine, du Canada, des États-Unis d'Amérique et de Suisse. La CNUCED a également participé au Programme annuel de hautes études de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) et à une série de séminaires thématiques organisés par le Département de l'information.

En septembre 2012, la CNUCED a participé à la Journée portes ouvertes annuelle de l'ONUG, durant laquelle son stand d'information a attiré de nombreux visiteurs et répondu à de nombreuses questions du public.

II. Publications

A. Évolution du programme de publications

41. Conformément à une disposition de l'Accord d'Accra, réaffirmée dans le mandat de Doha, la CNUCED a continué de rationaliser son programme de publications afin d'améliorer la qualité de ses produits et de répondre de manière plus ciblée aux besoins des États membres. Quelque 225 publications au cours de l'exercice biennal 2008-2009, 200 environ au cours de l'exercice biennal 2010-2011 et 184 prévues pour l'exercice biennal 2012-2013 illustrent l'évolution du programme de publications. À sa cinquante-septième session, en novembre 2010, le Groupe de travail a approuvé le programme de travail pour l'exercice biennal 2012-2013 et, ce faisant, le nombre prévu de publications pour cet exercice. À sa soixante et unième session, en juillet 2012, il a réexaminé le programme de travail.

B. Planification et gestion des publications

42. Conformément à la politique de publications adoptée par le Conseil du commerce et du développement, la CNUCED a effectué des analyses d'avant-garde, en mettant l'accent sur les principaux problèmes auxquels les pays en développement sont confrontés et en proposant des solutions pratiques et des orientations. La publication des principaux rapports a été échelonnée pour mieux promouvoir chaque étude. Toutes les publications ont fait l'objet de multiples contrôles de qualité. L'ensemble des documents et publications produit a été soumis à une approbation de principe afin de veiller à la cohérence des orientations et d'en contrôler la qualité. Le secrétariat a aussi largement eu recours aux examens collégiaux avant la parution des principales publications de l'année. Ces examens permettent d'ajouter des perspectives régionales et nationales et de veiller à ce que l'analyse soit à la pointe des connaissances.

43. La traduction est importante pour la diffusion des études et des analyses de la CNUCED. Or, en raison des ressources limitées dont disposent les services de traduction de l'Organisation des Nations Unies, les retards dans la traduction et le nombre restreint de publications traduites demeurent un problème. Le secrétariat de la CNUCED continue de travailler en étroite coopération avec la Division des services de conférence pour que la traduction des publications, en particulier des rapports phares, soit exécutée dans des délais raisonnables. Parallèlement, le secrétariat prend des mesures pour étoffer le catalogue de documents traduits. C'est ainsi qu'il établit un aperçu général des principaux rapports de la CNUCED et les soumet pour traduction dans toutes les langues officielles de l'ONU. Il applique aussi la décision prise par la Direction de limiter à 100 pages toutes les publications, à l'exception de quelques cas justifiés. Des documents plus courts, sans perte de qualité, devraient non seulement rendre la traduction des publications de la CNUCED plus gérable mais aussi raccourcir l'ensemble du processus, économiser des ressources à chacune de ses étapes et attirer davantage de lecteurs.

44. La CNUCED s'emploie activement à copublier certains produits afin d'élargir leur diffusion et de toucher de nouveaux publics. Par exemple, la sixième livraison de la série des études sur la science, la technologie et l'innovation, *Geospatial Science and Technology for Development: With a focus on urban development, land administration and*

disaster risk management, a été publiée en octobre. La version préliminaire non éditée de l'étude avait été distribuée à la quinzième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement, en mai 2012. La publication a été préparée en collaboration avec le Centre du commerce international et la faculté de géo-information et d'observation de la Terre de l'Université de Twente aux Pays-Bas. Le cinquième numéro de la série, *Applying a Gender Lens to Science, Technology and Innovation*, avait été élaboré en étroite collaboration avec le Conseil consultatif pour les questions de parité de la Commission.

45. Une autre publication jointe est l'étude intitulée *Promoting Local IT¹ Sector Development through Public Procurement* (à paraître) qui a été préparée en collaboration avec l'Office allemand de la coopération internationale (GIZ), au nom du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ). La CNUCED a également collaboré avec le Département des affaires économiques et sociales et les commissions régionales pour publier *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2013*.

46. En ce qui concerne les questions liées au commerce, la CNUCED a participé au *Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement 2012*, publication conjointe dirigée par le Département des affaires économiques et sociales. Les *Profils tarifaires dans le monde 2012* (publication conjointe de l'OMC, du Centre du commerce international et de la CNUCED) et *A Practical Guide to Trade Policy Analysis*, produit avec l'OMC, constituent d'autres exemples de publications conjointes. La CNUCED a contribué à un certain nombre de publications sur la logistique commerciale émanant d'organisations compétentes, par exemple, au *International Handbook of Maritime Economics*. L'examen de la politique de l'Égypte en matière de TIC (*ICT Policy Review of Egypt*) a été en partie financé par le Programme des Nations Unies pour le développement et par le Ministère égyptien des technologies de l'information et de la communication. La publication intitulée *Transports maritimes et changements climatiques* de la CNUCED a été publiée en mai 2012 par les Nations Unies et Earthscan (Routledge).

C. Pertinence, cohérence, caractère novateur et qualité des publications

47. Les travaux de recherche et d'analyse de la CNUCED ont continué d'être axés sur les besoins à satisfaire pour que les États membres soutiennent la reprise économique au lendemain de la crise économique et financière mondiale, et de promouvoir une croissance plus équitable et plus durable ainsi qu'un développement pérenne. Alors que, en 2009, la CNUCED s'était essentiellement attachée aux causes de la crise et que, en 2010, ses travaux de recherche et d'analyse visaient à définir des mesures, stratégies et initiatives macroéconomiques novatrices, en 2011, elle a analysé les défis que l'économie mondiale devait relever après la crise. Ces analyses continuent d'avoir pour objectifs d'appuyer les nouvelles dynamiques de l'investissement et du commerce, ainsi que les réformes institutionnelles destinées à soutenir la reprise, à renforcer la capacité d'adaptation aux chocs, à surmonter les crises alimentaires, à faire face aux changements climatiques et autres défis environnementaux, et à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. En 2012, les analyses se sont concentrées sur le renforcement des incidences du commerce, de l'investissement, de la technologie, de la finance et de domaines connexes sur le développement. Les publications phares demeurent les principaux résultats des travaux d'analyse et de recherche de la CNUCED sur l'évolution actuelle de l'économie et du développement dans le monde.

¹ Technologies de l'information.

48. Le *Rapport sur le commerce et le développement, 2012: Politiques pour une croissance équitable et équilibrée* examine les liens entre la répartition du revenu, la croissance et le développement. Il analyse l'évolution des inégalités de revenus au cours des dernières décennies dans différentes régions du monde et entre groupes de pays et interroge les raisons données pour expliquer la montée généralisée de ces inégalités. Le rapport met en question la thèse selon laquelle la croissance des inégalités est une condition nécessaire du développement. S'appuyant sur la théorie économique d'ensemble élaborée dans de précédents rapports, il considère que seules des politiques de développement équitable créent les conditions nécessaires à une croissance rapide et durable. La crise financière qui n'a pas encore trouvé de solution et ses incidences négatives sur la croissance économique mondiale rendent plus urgente une nouvelle approche des inégalités.

49. Le *Rapport 2012 sur les pays les moins avancés: Mettre à profit les envois de fonds et les compétences des diasporas pour renforcer les capacités productives* (à paraître) est paru dans sa version originale anglaise le 26 novembre 2012. Selon le rapport, les envois de fonds peuvent s'avérer très utiles à une croissance économique durable dans les PMA car ils sont une source de revenus importante et fiable. Ainsi, ces transferts financiers ont continué de croître pendant et après la crise financière mondiale, alors même que les investissements et les revenus fiscaux diminuaient. Ils devraient continuer d'augmenter à moyen terme. Le rapport indique que les ressortissants des 48 PMA ont envoyé dans leur pays quelque 27 milliards de dollars en 2011 et que, dans certains de ces pays, ces flux ont dépassé les entrées d'IED et d'aide publique au développement combinées. Il recommande aux gouvernements des PMA et à leurs partenaires de développement une série de mesures visant à orienter ces importantes ressources vers les secteurs productifs de leur économie. Le rapport formule également quelques propositions sur la manière dont les PMA peuvent compenser la perte du fort effectif de ressortissants hautement qualifiés qui partent travailler à l'étranger.

50. Le *Economic Development in Africa Report 2012: Structural transformation and sustainable development in Africa* (Le développement économique en Afrique: Transformation structurelle et développement durable en Afrique (2012)) est paru le 13 juin 2012. Il explique pourquoi il est important pour l'Afrique d'adopter une stratégie axée sur la transformation structurelle durable et comment identifier les priorités stratégiques en vue d'un découplage. Il examine aussi les questions stratégiques liées à l'investissement et au développement technologique et indique clairement qu'une transformation structurelle durable peut être réalisée par un État développementaliste efficace. Il est toutefois essentiel qu'un environnement propice soit mis en place au niveau international, notamment des mesures d'appui telles qu'une aide accrue au secteur de l'énergie et un mécanisme de transfert de technologie plus efficace. Le rapport propose aux décideurs africains et à leurs partenaires de développement une série de recommandations concrètes et pertinentes pour la mise en œuvre d'une transformation structurelle durable en Afrique.

51. Le *World Investment Report 2012: Towards a new generation of investment policies* (Rapport sur l'investissement dans le monde 2012: Vers une nouvelle génération de politiques de l'investissement) présente un Cadre de politique de l'investissement pour un développement durable (CPIDD) et un nouvel indice relatif à l'IED, outil destiné aux décideurs pour mesurer la contribution des filiales de sociétés étrangères à l'économie du pays d'accueil. Le CPIDD est constitué d'un ensemble de principes fondamentaux pour l'élaboration de politiques d'investissement, de lignes directrices relatives aux politiques nationales d'investissement, et d'options pour la conception des accords internationaux d'investissement (AII), accompagnés d'annotations au CPIDD.

52. Comme les années précédentes, le rapport présente et analyse les données les plus récentes sur l'évolution de l'IED ainsi que les tendances mondiales en matière d'IED et de production internationale des sociétés transnationales, y compris pour les groupes de petits pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables.

53. Le CPIDD a été conçu comme un document évolutif dont le contenu sera actualisé en permanence sur la base des réactions recueillies auprès des nombreux forums, des travaux de la CNUCED sur le terrain et à travers un mécanisme en source libre. Pour que cela soit possible, le CPIDD a été mis en ligne sous forme interactive sur la plate-forme de la CNUCED consacrée aux politiques d'investissement le 13 juin 2012. Depuis cette date, il a été téléchargé 35 000 fois. La nouvelle plate-forme en ligne contient actuellement un forum de discussion sur des questions clés liées au CPIDD ainsi qu'une version en ligne des trois éléments du Cadre. Grâce à cette application, il est facile de poster des commentaires, ce qui permet un échange de données d'expérience et de points de vue avec d'autres parties intéressées par les AII.

54. En 2012, la CNUCED a aussi lancé le Cadre directeur pour l'entrepreneuriat qui est un guide pratique destiné à aider les décideurs des pays en développement à formuler, suivre et évaluer les politiques nationales en faveur de l'entrepreneuriat. La méthodologie du Cadre directeur servira de base aux futures activités de renforcement des capacités dans le cadre du développement des entreprises et a déjà été utilisée à la demande de plusieurs pays bénéficiaires.

55. Le *Rapport 2012 sur la technologie et l'innovation* a porté sur la question capitale de savoir comment mettre à profit la progression des relations Sud-Sud pour atteindre certains objectifs de développement, tels que la réduction de la fracture technologique et le développement équitable du Sud dans son ensemble. Le rapport analyse un grand nombre de données et de variables sur les échanges technologiques Sud-Sud. Ses conclusions sur les mesures à prendre pour promouvoir la collaboration Sud-Sud afin d'accroître les capacités technologiques du monde en développement ont été accueillies avec grand intérêt, et la CNUCED a été invitée à organiser des séminaires régionaux et des ateliers nationaux pour présenter les conclusions et les recommandations contenues dans le rapport.

56. Le rapport intitulé *Information Economy Report 2012: The software industry and developing countries* (Rapport 2012 sur l'économie de l'information: L'industrie du logiciel et les pays en développement) appelle les gouvernements des pays en développement à prêter une plus grande attention à la production de logiciels au niveau local. Il relève que l'on trouve des logiciels intégrés dans une gamme toujours plus large de produits et services. En même temps, grâce à l'évolution des TIC – meilleur accès à la téléphonie mobile, au haut débit et aux logiciels libres –, il est devenu plus facile pour les concepteurs de programmes des pays à faible revenu de créer une activité rémunératrice. Le rapport a bénéficié de l'appui financier du Gouvernement finlandais, de la collaboration avec le GIZ et le BMZ et de celle de l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et les services informatiques (WITSA) avec laquelle une enquête commune a été réalisée.

57. Le rapport *Mobile Money for Business Development in the East African Community: A comparative study of existing platforms and regulations* s'intéresse au cas de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) pour réfléchir aux questions plus générales concernant les opérations monétaires par téléphonie mobile. L'étude préconise l'harmonisation de la réglementation et une collaboration accrue au niveau régional en vue d'étendre l'utilisation de la technologie à l'échelle de la région – ce qui pourrait dynamiser la croissance économique régionale. Le rapport souligne les progrès réalisés par l'Équipe spéciale de la CAE sur la cyberlégislation en ce qui concerne l'élaboration de directives régionales sur les transactions électroniques, les signatures et l'authentification électroniques, la protection des données et de la vie privée, la protection des

consommateurs et la criminalité informatique. Selon le rapport, une solution pour renforcer la collaboration en matière de réglementation concernant les transferts monétaires par téléphonie mobile serait d'entreprendre les travaux analogues pour promouvoir l'harmonisation des services dans ce secteur.

58. *Harmonizing Cyberlaws and Regulations: The experience of the East African Community* passe en revue la situation de la cyberlégislation dans la CAE. La première partie du document porte sur la nécessité d'harmoniser la réglementation au niveau régional et sur les difficultés liées à l'application des cyberlois dans la région. La seconde partie rend compte en détail de l'état de la législation dans chacun des pays de la CAE. Il fournit également des renseignements précieux pour les pays en développement extérieurs à la région en décrivant le processus de réforme législative et en recensant les meilleures normes législatives en vue de garantir l'harmonisation de la cyberlégislation.

59. *L'Étude sur les transports maritimes 2012* indique que le déséquilibre entre l'offre et la demande provoque une contraction des marchés du fret et grève les finances de nombreuses compagnies maritimes puisqu'il tend à entraîner une baisse des taux de fret, une compression des recettes et une érosion des profits. Toutefois, l'effet net d'une baisse des taux de fret sur le commerce, en particulier sur celui des pays en développement dont les coûts de transport sont proportionnellement beaucoup plus élevés que ceux des autres pays, pourraient, dans une certaine mesure, être positif. La législation et la réglementation internationale qui encadrent le transport et le commerce évoluent également. *L'Étude sur les transports maritimes* rend compte des importants faits nouveaux liés à la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes, à la facilitation du commerce, à la sécurité des transports maritimes et des chaînes d'approvisionnement, à la sûreté maritime et à l'environnement. Il observe qu'il n'existe pas de solution unique et simple de rendre le transport maritime respectueux de l'environnement, mais qu'il est pourtant nécessaire de s'orienter vers des systèmes de transport de fret plus viables et plus résilients. Parmi les stratégies possibles, on peut citer la mise en place de systèmes moins énergivores, la promotion et l'utilisation de carburants et de modes de transport plus propres et l'aménagement des processus logistiques.

60. L'étude intitulée *Trade Facilitation in Regional Trade Agreements* analyse les mesures douanières et autres mesures de facilitation du commerce prévues dans 118 accords commerciaux régionaux actuellement en vigueur dans le monde, ainsi que l'administration de règles liées au commerce, les procédures douanières et la liberté de transit.

61. En ce qui concerne le commerce international, le développement durable a continué de mobiliser l'attention dans l'optique de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. La troisième livraison de la série de publications intitulées *The Road to Rio+20: For a development-led green economy* s'est intéressée aux engagements qui ont été pris de formuler des propositions innovantes pour unifier les stratégies en faveur du développement durable et aux résultats obtenus. Dans le même esprit, un rapport a été publié sur l'amélioration des mécanismes du commerce international de peaux de reptiles produites selon des méthodes d'exploitation durable. Il examine l'évolution du commerce des reptiles en vue de favoriser l'établissement d'un mécanisme de protection et d'exploitation durable des reptiles et de leur habitat fondé sur le marché. La publication *Trade and Biodiversity: The BioTrade experiences in Latin America* donne des exemples de pratiques commerciales et de pratiques de gestion environnementales durables.

62. Le droit et la politique de concurrence sont un autre domaine du commerce international dans lequel des analyses approfondies ont été réalisées. Un rapport tripartite sur la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe, établi dans le cadre de l'examen collégial volontaire du droit et de la politique de la concurrence, a été publié. Il contient une évaluation comparative du droit et de la politique de la concurrence des trois

pays et le rapport préparé par chacun d'entre eux. Il a été examiné pendant la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts du droit et de la politique de la concurrence, en 2012. Un examen collégial volontaire du droit et de la politique de la concurrence de la Mongolie a aussi été publié et examiné pendant la même session.

63. Poursuivant son analyse de questions liées aux préférences commerciales, la CNUCED a publié un rapport intitulé *Rules of Origin and Origin Procedures Applicable to Exports from Least Developed Countries*. Il examine les règles d'origine afin d'aider les PMA à étudier les solutions qui leur permettront le mieux de répondre à leurs besoins et à ceux des pays qui leur accordent des préférences.

64. La publication *Liability and Compensation for Ship-source Oil Pollution: An overview of the international legal framework for oil pollution damage from tankers* analyse le cadre juridique complexe dans son ensemble et illustre certains facteurs de l'élaboration des politiques nationales, afin d'aider les décideurs, en particulier dans les pays en développement, à évaluer les bienfaits de l'adoption et de l'application des instruments juridiques internationaux pertinents.

65. La base de données en ligne UNCTADstat continue de fournir aux décideurs et aux autres acteurs des données pertinentes sur le commerce mondial, l'investissement, les flux financiers internationaux, l'indice de connectivité des transports maritimes et le développement afin d'éclairer leurs analyses empiriques et leurs décisions.

66. La CNUCED continue de renforcer ses activités de recherche et d'analyse sur les questions liées aux produits de base et au commerce qui intéressent sa clientèle – les pays en développement tributaires des produits de base. Pendant l'année, le secrétariat a notamment produit les publications clefs ci-après:

a) *The Commodities and Development Report* (à paraître) qui est le principal rapport analytique sur les produits de base et qui dresse une analyse équilibrée et critique de questions importantes touchant au commerce de ces produits et au développement;

b) *The State of Commodity Dependence 2012* qui passe en revue la situation de 154 pays en développement au regard des produits de base. Des graphiques illustrent la dépendance de ces pays vis-à-vis de ces produits dans une perspective régionale et mondiale pour la période 2009-2010;

c) *Extractive Industries: Optimizing value retention in host countries* (2012) examine comment augmenter la participation des entreprises locales et les difficultés que rencontrent les pays pour tirer le meilleur parti possible de la création de valeur ajoutée et de la conservation de cette valeur dans le secteur des ressources naturelles; il étudie aussi comment exploiter ces possibilités dans les pays en développement tributaires des produits de base. L'étude s'appuie sur l'expérience faite dans trois pays riches en ressources naturelles, qui montre que la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire est un préalable à la participation accrue des acteurs locaux aux activités du secteur extractif;

d) *Coup d'œil sur les produits de base* est une publication semestrielle lancée en mars 2011. Elle fournit des données complètes sur les produits de base et sur des questions qui intéressent particulièrement les pays en développement tributaires de ces produits. Cette publication collecte, présente et diffuse sous une forme claire, concise et facile à lire des statistiques précises et pertinentes concernant les marchés internationaux de produits de base;

e) La publication *Enabling the Graduation of LDCs: Enhancing the role of commodities and improving agricultural productivity* (Permettre le reclassement des PMA en renforçant le rôle des produits de base et en améliorant la productivité agricole) analyse les incidences des crises financière, alimentaire et énergétique mondiales sur les PMA tributaires des produits de base et sur les perspectives de reclassement de ces pays.

La publication examine également les difficultés que rencontrent les PMA pour remplir les critères de reclassement et les possibilités qu'ils ont d'y parvenir, notamment en misant davantage sur les produits de base et en améliorant leur productivité agricole. Elle présente une synthèse de plusieurs études de cas sur des questions sectorielles et thématiques d'importance stratégique pour les PMA ainsi qu'une analyse directive assortie de recommandations sur les actions à mener aux niveaux national, régional et mondial. La publication est destinée à faire avancer le débat au sein du Conseil du commerce et du développement et d'autres organes compétents du système des Nations Unies sur les PMA. À cet égard, la publication a été examinée pendant la cinquante-neuvième session du Conseil du commerce et du développement qui a adopté une série de conclusions concertées. Elle a aussi été présentée à la 109^e session du Conseil de l'Organisation internationale du café, qui a eu lieu à Londres du 24 au 28 septembre 2012.

D. Diffusion optimale des publications

1. Disponibilité accrue des publications électroniques

67. Certains exemples illustrent bien l'évolution en cours. La bibliothèque en ligne de l'Institut virtuel, qui permet une recherche en texte intégral, stimule la diffusion en ligne. Les publications sur des questions liées au commerce sont régulièrement diffusées par voie électronique via des réseaux comme le Social Science Research Network. Le bulletin d'information *Transport Newsletter* est envoyé sous forme électronique à un nombre élevé et croissant d'abonnés (environ 3 000). On peut s'abonner gratuitement à l'adresse www.unctad.org/transportnews.

2. Conférences de presse pour le lancement des principales publications

68. Pendant la période considérée, la CNUCED a organisé 104 conférences de presse à travers le monde pour le lancement de 12 rapports et publications.

69. Une stratégie de diffusion sur mesure est mise au point pour chaque publication ou réunion. Des conférences de presse sont organisées simultanément dans différents pays et régions. Si les exposés présentés aux médias nationaux ont des chances de toucher un plus grand public, un rapport est présenté – sous embargo – peu avant la date de publication. La campagne organisée dans les médias comprend des émissions de radio et de télévision ainsi que des exposés présentés dans un grand nombre d'établissements universitaires et autres. La CNUCED profite du lancement des grands rapports pour s'adresser plusieurs fois par an à la presse dans les principaux centres d'information.

70. Un effort particulier a été réalisé cette année pour organiser des conférences de presse dans les PMA afin d'y présenter le *Rapport 2012 sur les pays les moins avancés* et d'attirer l'attention des gouvernements et des populations les plus directement intéressés par son thème: les envois de fonds et les compétences des diasporas. Un certain nombre de représentants gouvernementaux ont participé à ces conférences de presse (voir encadré). L'intérêt suscité par le rapport a débouché sur la publication de 3 communiqués de presse, de 105 articles de presse et de plusieurs entretiens.

71. Le lancement du *World Investment Report 2012: Towards a new generation of investment policies* (Rapport sur l'investissement dans le monde 2012: Vers une nouvelle génération de politiques de l'investissement) a fait l'objet de 61 conférences et points de presse à travers le monde et a immédiatement mobilisé l'attention de décideurs au plus haut niveau. Il a également été présenté aux délégations participant à la cinquante-neuvième session du Conseil du commerce et du développement. En réponse aux très nombreuses demandes de pays développés et de pays en développement qui souhaitaient que des exposés soient organisés pour leurs décideurs, le rapport et le CPIDD ont aussi été

présentés au plus haut niveau en Tunisie, en Afrique du Sud, au Royaume-Uni, en Chine, en Finlande, en Allemagne, en Suisse, en Thaïlande, en Autriche et aux Pays-Bas.

72. Le Rapport 2012 intitulé *Le développement économique en Afrique* a été lancé à Genève, Paris, Dakar, Addis-Abeba et Johannesburg. Il a fait l'objet de quelque 60 articles de presse et entretiens, diffusés à la télévision et à la radio, qui ont mis en lumière ses conclusions. Ce rapport a été lancé à Addis-Abeba en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique. Il a aussi été diffusé à l'occasion de divers exposés présentés à des étudiants qui se rendaient en visite d'études à l'Office des Nations Unies à Genève et aux États membres qui participaient à la cinquante-neuvième session du Conseil du commerce et du développement. Les conclusions du rapport ont été examinées lors d'un atelier organisé à Nairobi sur le thème: «Croissance équitable et économie verte: enjeux et perspectives pour l'Afrique».

73. Le Rapport 2012 sur *l'économie de l'information* a été présenté à l'occasion de conférences de presse et de séminaires à Genève, Addis-Abeba, Bangkok, Beyrouth, Lahore, Londres, Medellín, Moscou, New Delhi, San Salvador, Sao Paulo, Tunis et Windhoek. Dans certains cas, il a été présenté par des fonctionnaires de la CNUCED; dans d'autres, plusieurs partenaires de l'organisation ont contribué à sa diffusion. Parmi les principaux partenaires, on peut citer la Commission économique pour l'Afrique, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, plusieurs centres d'information des Nations Unies, le WITSA, le secrétariat du Commonwealth, l'Organisation des télécommunications du Commonwealth, l'Institut virtuel, le Comité directeur brésilien sur l'Internet et les Gouvernements finlandais et allemand. Ces présentations ont permis à la CNUCED d'établir des relations avec l'ensemble des experts des TIC, et d'instaurer un dialogue sur les TIC au service du développement au niveau international.

74. Le Rapport 2012 sur *la technologie et l'innovation* a été lancé dans neuf villes à travers le monde: Genève, Bangkok, Nairobi, Dar es-Salaam, Addis-Abeba, New Delhi, Bangalore, Johannesburg et San José. La CNUCED a aussi organisé une journée d'atelier en collaboration avec le Research and Information System for Developing Countries (New Delhi) sur la meilleure façon d'appréhender et d'appliquer les conclusions du rapport dans le contexte asiatique. Ces séances de lancement et ce séminaire ont permis d'établir des relations avec un large éventail d'organismes nationaux, de groupes de réflexion politique et d'autres acteurs du monde de la technologie et de l'innovation. Ces séances ont eu un large écho médiatique dans la presse quotidienne et sur des sites Web réputés, tels que www.scidev.net. La séance d'information organisée à l'intention des États membres a réuni de nombreux participants et a permis aux représentants auprès de la CNUCED d'examiner le rapport et ses recommandations.

75. Le rapport final de l'examen de la politique de la science, de la technologie et de l'innovation de la République dominicaine a été présenté à un large groupe de décideurs, d'universitaires et de représentants du monde des affaires et de la société civile lors d'une manifestation coorganisée avec le Ministère de l'enseignement supérieur, de la science et de la technologie, le 21 juin. Quelque 70 participants ont apporté leurs commentaires sur les conclusions et les recommandations du rapport, saluant le document pour sa pertinence et son utilité et soulignant l'importance des activités de suivi pour faciliter l'application des recommandations. La manifestation a été largement couverte par les médias dominicains.

Exemples de publications diffusées en 2012

Rapport 2012 sur les pays les moins avancés: Mettre à profit les envois de fonds et les compétences des diasporas pour renforcer les capacités productives

- Lancement en novembre
- 3 communiqués de presse
- 25 conférences de presse: Afrique du Sud, Bangladesh, Belgique, Burundi, Comores, Congo, Égypte, Éthiopie, France, Gambie, Ghana, Haïti, Madagascar, Myanmar, Népal, Ouganda, République de Corée, Royaume-Uni, Rwanda, Sénégal, Suisse, Thaïlande, Togo, Turquie, Zambie
- Nombre de coupures de presse recueillies: 138

Information Economy Report 2012: The software industry and developing countries
(Rapport 2012 sur l'économie de l'information: L'industrie du logiciel et les pays en développement)

- Lancement en novembre
- 1 communiqué de presse
- 12 conférences de presse: Brésil, Colombie, El Salvador, Éthiopie, Fédération de Russie, Inde, Liban, Namibie, Pakistan, Royaume-Uni, Suisse, Thaïlande
- Nombre de coupures de presse recueillies: 108

Rapport sur le commerce et le développement, 2012: Politiques pour une croissance équitable et équilibrée

- Lancement en septembre
- 3 communiqués de presse
- 14 conférences de presse: Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Brésil, Chine, Égypte, France, Inde, Maroc, Royaume-Uni, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du)
- Nombre de coupures de presse recueillies: 253

World Investment Report 2012: Towards a new generation of investment policies
(Rapport sur l'investissement dans le monde 2012: Vers une nouvelle génération de politiques de l'investissement)

- Lancement en juillet
- 11 communiqués de presse
- 40 conférences de presse: Allemagne, Afrique du Sud, Argentine, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Équateur, Espagne, Fédération de Russie, France, Grèce, Honduras, Hong Kong (Chine), Inde, Iran (République islamique d'), Italie, Jamaïque, Koweït, Malaisie, Maroc, Maurice, Mexique, Nicaragua, Philippines, Pologne, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni, Slovénie, Suriname, Suisse, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Turquie, Venezuela (République bolivarienne du), Zimbabwe
- Nombre de coupures de presse recueillies: 1 084